

de l'opposition de cette époque, et entre autres par le général Foy, et qui met-  
taient en doute ce droit, surtout à l'égard des porteurs de titres originaux d'in-  
scriptions de tiers consolidés qui avaient déjà subi la banqueroute des deux tiers.  
Après la loi du 9 vendémiaire an VI, dont l'article 98 porte expressément :  
« Le tiers de la dette publique conservée en inscriptions est déclaré exempt de  
toute retenue présente et future. »  
Je ne puis cependant m'empêcher de citer l'opinion d'un homme qui doit avoir  
des poids dans cette matière, celle de M. Humann, qui, le 17 juillet 1832, deman-  
dait à M. de Villèle : « ce que c'était que le pair d'une rente perpétuelle rachetable  
et non remboursable ; » et il ajoutait « que s'il était vrai que par le texte et la na-  
ture du titre on était privé à jamais de la faculté du remboursement obligé, la  
rente, à proprement parler, n'a point de pair. » (Dénégations sur plusieurs ban-  
ques.)  
Ce sont les expressions de l'honorable M. Humann.  
Je ne viens point faire un reproche à notre honorable collègue d'avoir changé  
de manière de voir à cet égard ; je veux me borner à examiner les avantages et les  
inconvenients de la mesure proposée. Je commencerai par faire remarquer que  
c'est par erreur qu'on a parlé d'une économie de 23 à 30 millions. Si l'on réduit  
l'intérêt de 5 à 4 p. %, cette économie ne sera que de 21 millions, ainsi que je  
vais le démontrer. (Vive sensation.)  
Ici l'orateur établit par des calculs qu'en effet l'économie ne serait que de 21  
millions. Il démontre ensuite que la réussite du projet est fort incertaine. Le plan  
de réduction une fois arrêté, dit-il, si les rentiers n'y trouvent pas leur compte,  
vous les verrez s'empressez de vendre leurs rentes, ce qui fera baisser le cours,  
et rendra l'opération impossible. Rappelez-vous ce qui s'est passé sous le minis-  
tère de J. de Villèle. Son premier projet de conversion, qui était obligatoire, fut  
repoussé en 1824 ; le second, qui était facultatif, ne fut adopté l'année suivante  
qu'à l'aide d'un milliard d'indemnité, et on peut dire qu'il a échoué finalement ;  
car en 1825, sur 170 millions de rentes, on ne convertit que 30 millions, et remar-  
quez quelles en furent les suites : lors de l'adoption de la loi, le 3 pour cent était  
à 78 fr. ; peu de temps après la conversion, et sans aucun événement politique, le  
3 pour cent subit une baisse énorme, et trois mois après, il était tombé à 60 fr.  
Malgré les efforts de ce ministre, à qui certainement personne ne contestera une  
grande habileté financière, ce fonds ne put jamais reprendre le prix d'émission  
jusqu'à l'époque de son renvoi, qui eut lieu deux ans après.  
Vous venez de voir, Messieurs, les fâcheux résultats des efforts tentés jusqu'à  
présent en France pour opérer la conversion des 5 pour 100 ; il n'est peut-être  
pas sans intérêt de savoir ce qui s'est passé en Angleterre à cet égard.  
Le premier essai pour réduire la dette dans ce pays remonte à l'année 1717 : on  
réussit à convertir quelques portions de 6 en 5 pour cent. En 1737 on proposa  
à la Chambre des Communes de donner des 5 pour cent en échange des 6 pour  
cent dont le rachat et le remboursement avaient été établis par des actes de Parle-  
ment.  
Celle proposition fut rejetée ; cependant à cette époque le 3 pour cent valait  
plus de 100 fr.  
Cinq ans après on fit un nouvel essai de conversion de 4 contre du 3 pour  
cent ; mais une si violente opposition s'éleva contre ce projet qu'il fut rejeté de  
nouveau.  
Ce ne fut que douze ans après, en 1749, que l'on parvint à obtenir la conversion  
volontaire du 4 pour 100 non contre du 3, mais contre du 3 1/2 pour cent ; cette  
conversion ne put avoir lieu que sur une rente de 52 millions de francs, et ne pro-  
cura qu'une économie annuelle de 7 millions.  
A cette époque le capital de la dette n'était que de 1800 millions ; il s'éleva gra-  
duellement à la somme énorme de 18 milliards. Je ne m'arrêterai pas sur les con-  
versions qui eurent lieu en 1766, 1770, 1774 et 1781. La plus remarquable se fit  
en 1822 ; M. Van Sittard, chancelier de l'échiquier, jugea le moment favorable  
pour convertir les 5 pour 100 contre une rente de 139 millions de 4 pour cent, en  
donnant, pour 100 livres de 5 pour 100, 105 livres de 4 pour 100 non rembour-  
sables pendant sept ans.  
Enfin ce fut le 7 mai 1834 qu'on fit la dernière conversion de 4 pour 100 contre  
des 3 1/2 pour 100. Cette opération ne se fit pas sans contradicteurs ; elle n'eut  
lieu que sur une rente de 11 millions, et ne procura à l'Etat qu'une faible écono-  
mie d'environ 1 million.  
Il résulte de ce que je viens de dire, que ces conversions éprouvèrent de grandes  
difficultés, et que plusieurs, entre autres la dernière, ne purent se faire qu'en  
ne soumettant les rentiers qu'à une réduction modérée de 1/2 pour 100.  
Dans notre pays, on veut aller plus vite ; on veut réduire des milliards, et au  
risque de bouleverser notre système de crédit, qu'on a eu tant de peine à fonder ;  
on propose d'emblée de réduire les 5 en 4 et même en 3 pour cent. Pour apprécier  
les résultats de la proposition qui nous est soumise, il est utile de connaître le  
nombre des personnes sur lesquelles porterait la réduction. (Plusieurs voix : Il est  
immense !)  
Le compte des finances que j'ai cité nous apprend (page 443) que, sous la  
désignation de rentiers divers, il y a 180,000 propriétaires de rentes 5 pour 100,  
qui reçoivent en tout 87 millions ; la moyenne de chaque partie est donc un peu  
moins de 500 fr. Un des résultats de cette grande opération sera donc de réduire  
d'un cinquième les dépenses de 180,000 propriétaires, de leur ôter à chacun, en  
moyenne, 100 fr. de revenu et de ne leur laisser que 400 fr. de rente ; cela est-il  
bien équitable en politique ? (Sensation marquée.)  
On se plaint des souffrances de l'agriculture qui manque de consommateurs,  
est-ce un moyen de la favoriser que d'ôter à 180,000 familles le cinquième de leur  
revenu ?  
Un autre grave inconvénient de cette mesure, c'est qu'elle obligerait les ren-  
tiers, cette classe ordinairement si paisible, à suivre les mouvements de la bourse,  
que par là vous les exposez à la tentation de devenir agioteurs, à se mêler d'opé-  
rations de toute espèce, à placer leur petit capital, soit dans des entreprises hasar-  
deuses, soit dans des fonds étrangers ; et déjà, depuis l'interpellation de  
notre honorable collègue, des maisons de banque ont adressé des circulaires  
pour engager les rentiers à acheter des effets publics en Italie, en Russie, en  
Hollande, en Portugal et dans d'autres pays où l'intérêt est plus élevé qu'en  
France.  
Je n'ignore pas que la proposition de M. Guin a de nombreux partisans dans  
cette Chambre, mais je crois qu'ils se font une complète illusion sur la réussite et  
sur ses résultats. (L'attention redouble.)  
Quant à moi, je pense que c'est un devoir de conscience et un service à rendre à  
mon pays que de la repousser :  
Parce qu'elle ne présente aucune économie réelle pendant plusieurs années ;  
Parce qu'elle crée une masse considérable d'effets publics sous le nom d'annuités  
qui pourront s'élever jusqu'à 750 millions ;  
Parce qu'elle nécessite des emprunts annuels pour subvenir au remboursement  
de ces annuités, et qu'au lieu de fermer le grand-livre, on pourrait être obligé  
d'augmenter d'un cinquième le capital de la dette ;  
Parce que, froissant les intérêts des rentiers, elle occasionnera au détriment de  
l'Etat, une diminution dans le produit des impôts de consommation et une réduction  
dans le revenu des propriétaires ;  
Parce qu'elle sera d'une réussite très incertaine, une mesure semblable, mais  
mieux étudiée, ayant déjà été tentée sans succès ;  
Parce qu'elle deviendra impossible, si les rentiers s'entendent pour demander  
leur remboursement, plutôt que la conversion ; (Voix nombreuses : C'est là le  
danger !)  
Parce qu'elle ne servira qu'à donner un nouvel aliment aux jeux de bourse et à  
l'agiotage. (Les mêmes voix : Oui ! oui !)  
Parce qu'un de ses résultats sera de faire sortir de France, comme en 1825 et  
1826, des sommes énormes qui iront se placer dans les fonds étrangers ;  
Parce qu'elle ne sera d'aucun avantage réel pour les contribuables ;  
Parce qu'elle froissera plus de cent quatre-vingt mille rentiers, la plupart  
chefs de famille, dont le revenu moyen est de 500 francs ; il y en a quarante sept  
mille dont la rente n'excède pas 100 francs, et soixante-seize mille au-dessous de  
1,000 fr. ;  
Parce qu'elle affectera une classe nombreuse et intéressante de la société, com-  
posée de vieillards, de veuves, d'orphelins et de mineurs, et qu'en un mot elle oc-  
casionnera de la gêne dans les fortunes particulières, et une grande perturbation  
dans les transactions de toute espèce.  
Je suis loin de dire cependant qu'il faille renoncer à tout projet de conversion,  
mais il ne faut pas la faire à la légère et sans l'avoir long-temps méditée et envisa-  
gée sous toutes ses faces, sans s'être assuré de l'assentiment des intéressés et du pu-  
blic ; il faut en quelque sorte y être contraint par la force des choses, et non pas  
seulement par un désir bien naturel sans doute, mais peu réfléchi, de diminuer les  
charges de l'Etat. (Très bien !)  
Il me paraît évident qu'en adoptant le projet de M. Guin, vous ajourneriez  
pendant six et même treize ans le bénéfice d'une réduction. Vous repousseriez  
par cela même tout autre plan plus favorable au pays. Il serait imprudent de ten-  
ter une aussi vaste opération dans ce moment ; nous sommes encore trop près  
d'une époque de troubles, d'émeutes, de machines infernales, et il n'y a pas si  
long-temps que la rente 5 p. % était au-dessous du pair ; mais il est probable que  
dans un an, si on a le bonheur de conserver la paix intérieure et extérieure et un  
ministère jouissant d'une confiance générale et bien méritée, une mesure de ce  
genre pourra se faire sans danger ; on pourra alors suivre l'exemple de l'Angle-  
terre, soit en commençant par réduire l'intérêt de la dette d'un demi pour cent,  
comme l'a proposé M. Félix Bodin, soit en échangeant le 5 contre du 4 en donnant  
105 fr. de 4 p. % contre 100 de 5 p. %, comme l'a fait M. Van Sittard en 1822.  
Une opération de ce genre, qui serait probablement bien accueillie des rentiers,  
procurerait immédiatement à l'Etat une économie annuelle de 10 millions, lesquels,  
avec un prélèvement de 10 autres millions sur la réserve du fonds d'amortisse-  
ment, augmenteraient sur-le-champ les ressources du budget d'une somme de 20  
millions. Mais quel que soit le mode qu'on adoptera, il faudra faire une exception  
pour les établissements publics et de charité, et pour les personnes âgées, les  
veuves, mineurs, etc. (Rumeurs sur divers bancs.)  
Je ne doute pas que le gouvernement ne s'en occupe sérieusement aussitôt qu'il  
en verra la possibilité. Je m'en rapporte à lui pour nous proposer le plus conve-  
nable et choisir le moment le plus opportun pour le faire réussir. Je de-  
mande en conséquence l'ajournement de la proposition.  
Voix nombreuses : Très bien ! très bien ! Appuyé !

M. AUDRY DE PUYRAVEAU soutient la proposition.  
M. DE CHESNE examine en détail le résultat probable de l'opération, et ne pense  
pas que la proposition doive être adoptée ; il vote contre la prise en considéra-  
tion.  
M. PASSY. Je n'étais pas d'avis que la question grave et délicate du rembourse-  
ment des rentes 5 pour cent fût soulevée par la voie des propositions ; il m'eût  
semblé plus naturel de laisser à la discussion du budget le soin d'amener ici un dé-  
bat sur une mesure dont, pour ma part, je crois l'accomplissement essentiel aux  
intérêts du pays. Mais la proposition a été faite, tous les bureaux en ont autorisé la  
lecture, le débat est ouvert ; cette circonstance a jeté un incident nouveau dans la  
situation des choses ; il faut s'expliquer, et c'est ce qui me détermine à appuyer la  
prise en considération. Ce n'est pas, Messieurs, que je conteste que si l'initiative  
de la Chambre allait jusqu'à fixer, soit la date, soit la totalité des formes de la con-  
version, cette initiative aurait de graves inconvénients. Mais M. Guin lui-même,  
dans sa proposition, a eu soin de faire remarquer que ce qu'il demandait était sim-  
plement de convertir, quand le moment serait venu : rien de plus, puisqu'un des  
articles de sa proposition porte qu'une ordonnance royale en fixera la date et l'é-  
poque. C'est à cette opinion que je me rallie, c'est celle-là seule que je soutiens.  
Mais quels que puissent être les inconvénients dont je parle, je dis qu'il y en aurait  
de beaucoup plus redoutables, si la Chambre laissait pendant sans la décider, une  
question qui fait agiter le pays et livrer les rentiers à des incertitudes que l'on  
exploite à leurs dépens. Oui, si la Chambre ne manifeste pas une opinion arrêtée  
sur le fond même de la question, la situation sera déplorable pour les rentiers,  
victimes désignées alors aux calculs de l'agiotage et de la spéculation. Ainsi,  
Messieurs, il y aurait un déplorable inconvénient à ce que la Chambre ne manifestât  
pas par un vote son sentiment sur la question de principe et sur l'avantage d'effec-  
tuer la conversion dans le délai le plus court, le plus prochain que la prudence  
autoriserait.  
Si la Chambre hésite, si elle ne veut pas exprimer son opinion, elle peut en avoir  
la certitude, sa question deviendra question de partis, et ce qui est pire encore,  
elle pourrait devenir question de personnes, et alors elle se présenterait à vous ;  
car il est impossible qu'elle n'arrive pas grosse de tous les obstacles qu'y mè-  
traient nos dissensions politiques, et alors le remboursement deviendrait impos-  
sible, ou s'il s'opérait, ce serait à des conditions d'autant plus onéreuses à l'Etat,  
qu'il faudrait racheter à haut prix l'opportunité.  
M. Benjamin Delessert vous faisait remarquer tout-à-l'heure, que déjà des ban-  
quiers ont envoyé des circulaires annonçant aux rentiers des placements à faire sur  
les fonds étrangers. Eh bien ! c'est là le danger dont il faut garantir les rentiers,  
c'est là ce péril dont il faut les prévenir ; n'attendez pas, annoncez hautement  
vos vues, ou leurs capitaux passeront ailleurs et n'y passeront que réduits par les  
mains des entremetteurs. On s'est apitoyé sur le sort des rentiers, et pour ma part  
je ne conteste pas qu'une réduction sur l'intérêt ne doive préjudicier à la position  
d'un certain nombre d'entre eux. Mais en vérité, je crains qu'en les laissant plus  
long-temps dans l'incertitude, vous ne leur fassiez un bien plus grand mal encore.  
Mais, dit-on, l'opportunité ! il faut s'entendre à cet égard. Eh bien ! pour ma part,  
je crois que cette opportunité existait pleine et entière à l'ouverture de la session.  
Je crois qu'il était possible alors, si le cabinet avait été d'accord sur la conversion  
et déterminé à l'effectuer, de l'accomplir d'ici à l'année prochaine ; il n'y aurait eu  
à cela ni obstacles sérieux, ni inconvénients à redouter. (Murmures dubitatifs.)  
L'honorable membre croit à l'opportunité de la mesure, et fait remarquer que  
dans tous les cas la loi ne pourrait être votée avant que l'on sache définitive-  
ment quelles seront nos relations avec les Etats-Unis. Il est vrai, ajoute M. Passy,  
qu'il s'agit d'une opération difficile, et que beaucoup d'esprits ont même regardé  
comme impossible. Bien plus : une portion de la presse qu'on s'est montrée fidèle au  
système ministériel, jusqu'à ce qu'elle ait dénié la moralité de l'opération, sa légalité ; vous ne  
pouvez abandonner les esprits à une incertitude funeste, et il est à craindre que  
les déclarations même du ministère, s'il en fait, ne suffisent pas pour terminer  
des doutes. (Rumeurs diverses.)  
Quand le public verra cette portion de la presse déclarer que la conversion est  
impossible, immorale, injuste en principe, qu'elle n'est qu'un leurre, un arrange-  
ment au profit des agioteurs de Paris, à coup sûr le public restera dans l'igno-  
rance sur les dispositions du cabinet. Il ne saura qui croire, et on verra se réaliser  
contre lui ce qui lui toutes les fois qu'une grande opération de crédit va se faire.  
Tantôt les feuilles publiques diront et croiront que la conversion aura lieu, huit  
jours après qu'elle n'aura pas lieu. Vous verrez les esprits remplis de doutes ; on  
passera des conditions beaucoup plus dures que celles que la Chambre adopterait,  
et par cela même les agioteurs feront naître des fluctuations aux dépens des ren-  
tiers. Eh bien ! quand un tel résultat est inévitable, et je n'en voudrais d'autre  
preuve que l'assertion que l'honorable M. Benjamin Delessert vient d'émettre à  
cette tribune en vous parlant de ces circulaires des banquiers qui déjà commen-  
cent à donner de l'effroi aux rentiers, je dis qu'il est à mes yeux du devoir de la  
Chambre de faire un acte que j'appellerai de moralité, c'est-à-dire de déclarer d'a-  
bord si elle croit l'opération bonne, juste et utile, ensuite si elle en poursuivra  
l'exécution aussitôt que les circonstances le permettront. Et comme nous n'avons  
pas le droit de résolution, comme nous n'avons d'autre moyen de constater une  
majorité non douteuse que par une prise en considération, je vote pour la prise  
en considération.  
M. LE PRÉSIDENT. M. le ministre de l'intérieur a la parole. (Un mouvement  
général d'attention se manifeste ; le plus profond silence s'établit.)  
M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. Messieurs, depuis long-temps la Chambre  
n'a eu à discuter une matière plus grave, qui touchât à plus d'intérêts respec-  
tables, et qui pût à un plus haut degré atteindre les grandes affaires de l'Etat.  
Le cabinet y a mûrement réfléchi, et c'est après de profondes délibérations qu'il a  
formé sa résolution.  
Avant d'en développer les motifs, je me hâte de la résumer en peu de mots, pour  
que d'un développement trop tôt interrompu on ne cherche pas à conclure une  
opinion autre que celle que je veux laisser dans l'esprit de la Chambre.  
Ainsi, d'accord à l'unanimité avec tous mes collègues, je regarde la mesure  
proposée 1° comme fondée en droit ; 2° comme renfermant une ressource utile,  
moindre que celle qu'on imagine, mais une ressource utile et digne d'être prise  
en grande considération ; 3° je la regarde comme inévitablement amenée par le  
temps : voilà mon opinion, voilà celle de tous mes collègues. Mais à côté de  
cela, la Chambre, qui veut que nous soyons sincères avec elle, et que nous lui  
disions notre opinion tout entière, me permettra d'ajouter qu'en la trouvant  
fondée en droit, nous la trouvons aussi très dure, et j'en expliquerai les motifs.  
Je dis qu'en la trouvant fondée en droit, nous la trouvons très dure ; qu'en la  
jugant utile, nous croyons cependant que, tentée prématurément et sans les pré-  
cautions nécessaires, elle pourrait compromettre au plus haut degré le crédit de  
la France, qui fait sa principale force. Enfin, nous croyons que le temps l'amènera,  
mais qu'elle est actuellement impraticable, et c'est sur ce troisième point que je  
m'expliquerai le plus au long.  
Il y a une première réflexion qui doit toucher, je ne dirai pas les hommes de  
parti, j'en vends aucun dans cette assemblée, mais qui doit toucher tous les  
hommes de bonne foi, c'est que voilà une mesure qu'aucun des ministres ne re-  
pousse en droit, dans laquelle nous voyons la solution de bien des difficultés, et  
que nous savons, il faut le dire, du gré de la Chambre. Eh bien ! Messieurs, cette  
mesure, que nous savons en soi juste, que nous savons du gré de la Chambre, qui  
pourrait résoudre bien des difficultés, pourquoi y résistons-nous aujourd'hui ?  
Bien évidemment il y a là un motif. Ce n'est pas notre intérêt, on ne peut pas nous  
supposer une caprice ; il a fallu braver une circonstance douloureuse pour nous, et  
je dirais même périlleuse, si on ne considérait que notre ambition ; car il nous a  
fallu braver ces jours derniers une crise ministérielle, et aujourd'hui une crise  
parlementaire des plus graves. (Ecoutez ! écoutez !)  
Eh bien, je m'adresse aux hommes de bonne foi, et je leur demande si en pré-  
sence d'une question pareille, environnée de telles circonstances, il ne faut pas des  
motifs puissants pour résister à la marche de la Chambre et la ralentir. Je prie la  
Chambre, non pas de me permettre de lui révéler tous ces motifs, elle compren-  
dra que non devoir de gouvernement est de lui en cacher une partie, mais de lui  
exposer ce qui est permis de lui dire. (Plusieurs voix : Très bien ! Voix de la gau-  
che : Il faut tout dire !)  
Je dis que la mesure est fondée en droit ; et quand j'exprime cette opinion à la  
face du pays, devant certains députés qui ne la partagent pas, devant des intérêts  
respectables qui en souffriront, je dois justifier ce que j'avance ; je ne sais pas  
une manière plus légitime d'opérer que celle qu'emploie l'Etat lorsqu'il rembourse  
ou réduit la rente. L'Etat, dans des temps antérieurs, a emprunté à 5 pour 100,  
et en réalité, à 6 et même 7. (Mouvements divers.)  
Je prie la Chambre de me permettre d'exposer mes idées : l'Etat, dans des temps  
antérieurs, a emprunté à 5 pour 100, et même à 6 et 7 ; aujourd'hui l'intérêt est  
au-dessous de 5 pour 100, on dit même à 3 ; nous examinerons tout à l'heure s'il  
est vrai qu'il soit descendu jusqu'à 4.  
L'Etat s'adresse à ses anciens prêteurs, et il leur dit : Dans des temps anté-  
rieurs vous m'avez prêté à 5, au moins d'après le capital nominal. Aujourd'hui  
je trouve dans le grand marché des capitaux de nouveaux capitalistes qui offrent  
de me prêter à 4. Eh bien, ou réduisez-vous volontairement à 4, ou permettez  
que j'accepte les capitaux qui me sont offerts à 4, et recevez votre remboursement.  
Eh bien ! je le déclare, parce que c'est la vérité, et quelque intérêt que j'aie à  
ménager la Chambre, si ce n'était pas mon opinion, je ne le dirais jamais à un  
prix : ce procédé est juste, il est incontestable ! A toutes les époques, comme on  
vous l'a dit tout à l'heure, les gouvernements sont obligés de renouveler, dans les  
temps calmes et prospères, les marchés faits dans les temps difficiles et calamiteux,  
avec cette différence qu'aujourd'hui c'est avec justice, tandis qu'autrefois  
c'était violemment.  
Sans remonter aux temps de la barbarie, sous Louis XIV et sous Louis XV, c'é-  
taient des *chambres ardentes* qui faisaient les réductions pour décharger l'Etat  
des contrats faits dans les temps difficiles.  
Aujourd'hui que l'on respecte les existences et les intérêts, l'Etat se présente à  
ses anciens prêteurs et leur dit : Réduisez-vous ou recevez votre remboursement.  
Eh bien, les hommes qui nieraient l'évidence de la justice de ce procédé, nie-  
raient une vérité incontestable ; ce n'est pas celle-là que je viens nier à cette tri-  
bune.

Ici, Messieurs, je vous demande la permission de pénétrer dans un document es-  
sentiel, c'est le grand-livre. Quand on considère que le bénéfice tout simple de  
réduire un cinquième sur 147 millions de rentes, quand on ne considère que le droit  
incontestable d'assurer cette réduction par l'offre du remboursement, on se dit  
que l'Etat en a le droit, et que le cinquième de 147 millions, qui est d'environ 30  
millions, vaut la peine d'être rendu aux contribuables. Voilà la première impression.  
Mais prenons les faits, c'est-à-dire le grand livre, et nous verrons que d'un  
part, la douleur est grande, et que de l'autre, le bénéfice n'est pas aussi grand  
qu'on l'imagine.  
On a déjà dit que les 147 millions de rentes 5 p. % existant aujourd'hui au  
grand-livre n'étaient pas intégralement passibles de la réduction. C'est un fait que  
vous connaissez tous ; mais il faut que vous sachiez d'une manière exacte et rigou-  
reuse de quelle somme doit se diminuer le chiffre de 147 millions, et quelle est au  
juste la somme sur laquelle la réduction peut porter, et par conséquent quel est le  
bénéfice.  
Eh bien ! sur les 147 millions de rentes, il y a 40 millions 619 fr. sur lesquels il  
est impossible que la réduction soit admissible, ou si vous l'admettiez, il faudrait  
remplacer la valeur réduite sous une autre forme.  
Il y a d'abord la caisse d'amortissement qui possède 12 millions 540,000 fr.  
d'amortissement, vous le savez, c'est l'Etat, ce serait donc l'Etat qui se réduirait  
lui-même.  
Il y a ensuite pour la Légion-d'Honneur 6 millions 771,000 fr.  
Vous savez tous que la dotation de la Légion d'Honneur diminue au fur et à  
mesure des extinctions. Si vous opérez une réduction de la dotation, les écono-  
mies annuelles par suite des extinctions cesseront jusqu'à ce que vous ayez re-  
trouvé la somme dont la dotation aurait été réduite. Ainsi c'est vous-même que  
vous réduisez ; c'est l'Etat qui opère sur lui-même, il n'y a pas de résultat.  
L'Université royale a 529,000 fr. de rentes ; ce sont des rentes appartenant à  
l'Etat ; la réduction est encore sans effet.  
Maintenant un des articles les plus importants de ce compte, ce sont les rentes  
de la caisse des Invalides de la marine, s'élevant à 4 millions 633,000 fr.  
Je ne veux pas donner trop de temps à chacun de ces articles ; mais la Chambre  
me permettra de dire quelques mots indispensables sur le budget de la caisse des  
Invalides de la marine.  
Voici le budget de cette caisse ; il est de 8 millions 100,000 fr. Il ne se balance  
en 1836 qu'à une condition, c'est en vendant quelques unes des propriétés de la  
caisse, c'est-à-dire des actions de la Banque. (Vive sensation.)  
Eh bien ! la question est de savoir si vous voulez appauvrir la caisse des invali-  
des de la marine. Je dis que vous ne le pouvez pas. Je crois impossible de suppri-  
mer cette caisse. Il faut que vous sachiez qu'en France, cette institution, qui date  
de Colbert, et qui est une des plus belles qu'il y ait dans le monde, est la seule qui  
puisse balancer, pour les marins, la dureté de la loi de l'inscription. Vous savez  
que les marins, depuis dix-huit ans jusqu'à cinquante ans, sont les obligés de  
l'Etat, qui, à la première réquisition, peut les arracher au commerce pour les  
faire monter sur ses bâtiments. Et là, au lieu d'avoir 40 à 50 fr. par mois, ils n'ont  
plus que 20 à 30 fr. Ils redoutent donc beaucoup cette obligation, qui pèse sur eux  
jusqu'à cinquante ans. Il y en a quelques-uns qui émigrent ; mais ce qui les retient  
sur le sol de la France, c'est cette caisse qui les reçoit à leur naissance, qui les nour-  
rit quand ils sont enfants, qui leur nourrit leurs familles quand ils sont absents, et les  
nourrit encore quand ils sont vieux.  
C'est cette institution admirable, qui a deux siècles, qui chez nous a soutenu la  
marine et a pu faire le contre-poids de cette conscription de toute la vie ; de cette  
conscription viagère que vous imposez sept ans à vos conscrits, mais que vous ne  
voudriez pas imposer toute la vie à une classe de la société sans un grand dédom-  
agement. Lorsqu'on dis-utera la caisse des invalides de la marine, on reconnaî-  
tra l'impossibilité de la réduire. Eh bien ! comment vit-elle ? Elle vit avec des ren-  
tes ; ces rentes sont le fruit des prises, et ces prises sont le fruit du sang de nos  
marins. Ces rentes ne suffisent pas ; aussi il faut y ajouter 3 pour 100 sur les mar-  
chés de la marine, qui ont été réduits à 1 1/2. Si aujourd'hui vous réduisez les ren-  
tes de cette caisse, il faudra, au lieu de 1 1/2, rendre 3 pour 100 sur les marchés de  
la marine. Je n'ai pas besoin d'en dire davantage pour démontrer que la caisse de  
la marine doit être hors de compte. (Marques très-nombreuses d'adhésion.)  
Maintenant, il y a 962,000 fr. de rentes appartenant aux caisses des retraites.  
Vous savez tous que ces caisses de retraites paient sur l'Etat, qui a besoin de leur  
donner des suppléments. Il faut donc retrancher ces 962,000 fr.  
Nous voyons après cela 2 millions 832,000 fr. de rentes appartenant aux com-  
munes. L'origine de ces rentes vous est connue. En 1813, on a pris les biens des  
communes, et on leur a donné des rentes en équivalent, non pas comme on a  
fait pour les acheteurs du 5 pour 100 sous la Restauration à 55 ou 54 fr., mais  
à 100 fr. Elles ont été privées de toutes les augmentations qu'auraient pu recevoir  
leurs valeurs foncières, il n'est donc pas possible de réduire leurs rentes. Mais  
les réduirait-on, on ne ferait rien du tout ; car si vous ôtez une partie de ce pro-  
duit du budget des communes, il faudra y suppléer par l'impôt local, et vous n'au-  
rez obtenu aucun résultat réel, car il faudra prendre par l'impôt local, ce que  
vous ne prenez plus par l'impôt général.  
Il y a 8 millions appartenant aux fabriques, aux hospices, aux établissements  
bienfaisants et religieux de toute espèce. Le cas n'est pas tout à fait le même que  
celui des communes, car ce n'est pas la compensation de biens enlevés, mais cela  
est indispensable à leur budget que les communes doivent parfaire ; si vous  
faites ce retranchement, vous retrouverez dans l'impôt particulier ce qu'on re-  
tranchera par une mesure d'intérêt général.  
M. LAFFITE. Quel est le chiffre ?  
M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. 8 millions 500,000 fr.  
Une voix. Et plus exactement 8 millions 454,000 fr.  
M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. Je laisse les petits chiffres de côté.  
Vient ensuite la caisse des dépôts et consignations. Cette caisse porte à son  
compte particulier 2 millions 95,000 francs de rentes. Si j'avais voulu enfler ce  
compte, j'aurais pu prendre encore dans la caisse des consignations beaucoup  
de sommes dont une partie pourra un jour appartenir à l'Etat. Mais je n'ai pris  
que ce qui est à son compte particulier, 2 millions 95,000 fr.  
Vous vous souvenez que tous les ans on porte au budget de l'Etat les bénéfices  
de cette caisse ; cette caisse appartient à l'Etat. Vous ne pouvez donc pas réduire la  
caisse des dépôts et consignations sans vous réduire vous-mêmes.  
Il y a une caisse de prévoyance qui a 70,000 francs de rentes. C'est une bien pe-  
tite somme, et il ne peut pas être dans l'humanité de la Chambre de vouloir opé-  
rer une telle réduction. Il y a les tontines. Les tontines ont 1 million 490,000 fr.  
de rentes. Cela intéresse des vieillards, des artisans ; il faut en outre que vous sa-  
chiez une circonstance qui leur est particulière : j'ai souvent entendu exprimer le  
désir qu'on connaît les rentes qui avaient essuyé la banqueroute des tiers consolids-  
és, pour ne pas les réduire aujourd'hui. Eh bien ! Messieurs, les tontines ont  
toutes subi la réduction du tiers, et je ne crois pas qu'il puisse entrer dans l'inten-  
tion de la Chambre, ni du gouvernement, de vouloir leur faire subir ce nouveau  
sacrifice.  
Il y a ensuite un dernier article, qui, j'en conviens, peut être plus contestable  
que les autres, mais qui est cependant, à mon avis, fort respectable ; je veux par-  
ler des majorats. Quant aux majorats fondés sur des demandes, comme c'est dans un  
but quelquefois de vanité qu'ils ont été fondés, je conçois qu'on ne leur porte au-  
cun intérêt ; mais pour les majorats fondés par l'Empereur, majorats fondés en ré-  
compense de services militaires ou de services civils utiles, je crois que c'est mau-  
quer à l'intention du fondateur et aux lois qui, outre l'inaliénabilité, ont consacré  
l'intégralité du bienfait impérial.  
M. LAFFITE. A quelle somme s'élèvent ces majorats ?  
M. THIERS. Les majorats à titre gratuit sont de 1 million 607,000 fr.  
Toutes ces sommes donnent un total de 40 millions 619,000 fr. Si vous les  
retranchez du chiffre de 146 millions 846,000 fr. de rente qui est le total des  
rentes 5 pour 100, vous trouverez la somme de 106 millions 227,000 fr. qui est la  
seule sur laquelle la réduction des rentes puisse porter.  
Ainsi le bénéfice de l'opération ne peut plus les porter que sur cette der-  
nière somme, dont le cinquième donne 21 millions 245,000 fr.  
Ce n'est pas tout, Messieurs ; dans tous les systèmes on a cru indispensable de  
donner une indemnité aux rentiers ; dans le système que nous discutons, on leur  
donne des annuités. Notre ancien collègue avait imaginé de leur en donner huit ;  
M. Guin propose de ne leur en donner que six. Je crois qu'on devrait au moins  
leur en donner huit. Mais si vous leur donnez cette indemnité, il faut la compléter,  
il faut la délaquer du bénéfice que vous êtes appelés à faire. A huit annuités, c'est  
un total de 168 millions.  
Je prends le chiffre même le plus favorable à la réduction. Je suppose la réduc-  
tion à 4, je suppose huit annuités qui forment un résultat de 168 millions ; il faut  
extraire de là l'intérêt, car il serait exagéré de dire que c'est une somme de  
168 millions, puisqu'on ne la donne qu'en huit années. L'intérêt la réduit à 145  
millions, ce qui est à 4 pour 100 une somme de 6 millions environ qu'il faut encore  
déduire du chiffre de 21 millions : c'est donc une somme de 15 millions, bien cer-  
tains, mais pas davantage, qui est le résultat de l'opération. (Voix nombreuses :  
C'est évident !)  
(La fin de ce discours à demain.)  
Fin de la séance du 5 février.  
M. BERRYER est entendu après M. Humann. Il croit aussi que le temps est venu  
de songer à la réduction, et qu'une commission doit être nommée pour exa-  
miner la question.  
M. DUCHATEL lui succède à la tribune et demande l'ajournement au nom du  
gouvernement.  
M. SAZET dit que la chambre doit prendre l'initiative, qu'il y a de sa dignité,  
il vote pour la prise en considération.  
M. GUIZOT prononce un long discours contre la prise en considération. Il ter-  
mine en demandant l'ajournement.  
M. DUPALRE lui succède et appuie la prise en considération.  
La discussion est ensuite fermée à une grande majorité.  
M. LE PRÉSIDENT. Maintenant j'ai, d'après les termes du règlement, à mettre  
aux voix, soit la prise en considération, soit l'ajournement.  
M. FÉLIX BODIN demande à proposer un ajournement motivé (Noh !  
non !)